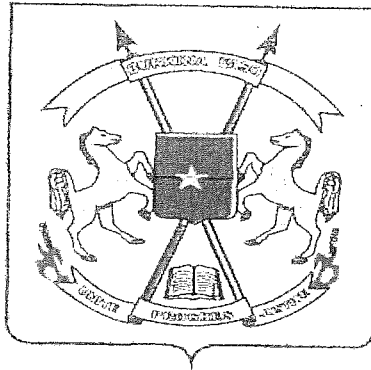


BURKINA FASO



SOIXANTE-DOUZIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

ξ≈ ξ≈ ξ≈ ξ≈ ξ≈0≈ξ≈ ξ≈ ξ≈ ξ≈ ξ

DECLARATION

DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR ROCH MARC CHRISTIAN KABORE
PRESIDENT DU BURKINA FASO

New York, le 21 Septembre 2017

(Vérifier au prononcé)

Mission Permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Burkina Faso to the United Nations

Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation
Distingués délégués
Mesdames et Messieurs

La 72^{ème} session de l'Assemblée générale de notre Organisation se tient à un moment où la marche quotidienne du monde ne cesse de nous lancer d'importants défis.

En effet, la préservation de la paix et de la sécurité internationales, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, l'éradication de la pauvreté, le développement durable et l'instauration d'un ordre international plus juste et plus humain, sont les principales préoccupations de l'heure. Elles nous interpellent sans cesse et nous avons l'impérieux et pressant devoir de leur trouver des réponses urgentes et durables.

Monsieur le Président, ma délégation et moi-même vous adressons nos félicitations pour votre brillante élection à la présidence de la présente session. Je puis vous assurer de notre pleine et entière coopération pour le succès de nos travaux.

A votre prédécesseur, j'exprime ma reconnaissance pour l'efficacité avec laquelle il s'est acquitté de sa mission.

Il me plaît enfin de rendre hommage au Secrétaire général, Monsieur Antonio GUTERRES, qui nous aura donné, depuis seulement quelques mois qu'il est à la tête de l'Organisation, la pleine mesure de son engagement en faveur de la paix et du développement, ainsi que sa ferme volonté de poursuivre l'ambitieuse œuvre de revitalisation de l'ONU.

Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs

Il y a deux ans, nous adoptions ici même, les Objectifs de développement durable, afin d'impulser un nouvel élan planétaire pour plus de paix, de prospérité, de développement, de justice et d'humanisme.

L'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, mérite à cet égard d'être saluée. L'élaboration du cadre mondial d'indicateurs de suivi des Objectifs de Développement Durable, ainsi que la tenue du Forum politique de haut niveau pour le suivi de la mise en œuvre de l'Agenda 2030, constituent également des avancées indéniables.

Nonobstant ces acquis, des obstacles persistent sur la voie de la construction d'un monde de paix et de prospérité.

Aussi, voudrais-je souligner la pertinence du thème de notre session, qui replace l'être humain au cœur de nos politiques de développement et de la gouvernance mondiale.

Comment en effet oublier que, chaque jour, dans mon pays, en Afrique et dans d'autres pays de cette planète, des femmes et des hommes continuent de perdre la vie par manque de soin et de nourriture, des enfants ne peuvent jouir de leur droit fondamental à l'éducation, des jeunes se résignent à défier la furie des mers et des océans à la recherche de lendemains meilleurs, des populations sont condamnées à une errance sans fin, victimes de conflits et de catastrophes, et ce dans un contexte international fortement marqué par le terrorisme et l'extrémisme violent ?

A l'évidence, et plus que jamais, nous devons changer de paradigmes, aussi bien dans la conduite des affaires de nos Etats que sur le plan international, afin de passer de la rhétorique à l'action et à la culture du résultat.

Monsieur le Président

Le succès de la Table ronde des bailleurs de fonds publics et privés de notre Plan National de Développement Economique et Social (PNDES), suite à l'appel que j'avais lancé à cette même tribune le 22 septembre 2016, atteste de la confiance placée en mon pays par nos partenaires. Je voudrais saisir cette occasion pour leur exprimer notre profonde gratitude.

Le Burkina Faso est engagé dans un processus de relance économique à travers d'importantes réformes structurelles, dont l'un des objectifs est d'attirer, de faciliter et de sécuriser les investissements.

Afin de renforcer la démocratie participative, en mettant les citoyens au cœur du fonctionnement de l'Etat, le Burkina Faso a adhéré, en 2016, au « Partenariat pour un Gouvernement Ouvert ». Dans ce cadre, le premier plan d'action national est en cours d'élaboration, qui renforcera la lutte contre la corruption et pour une gouvernance de qualité, dans un esprit de collaboration avec les acteurs non étatiques, les organisations de la société civile et les médias.

Concomitamment, le vaste chantier des réformes pour l'approfondissement de la démocratie et pour un fonctionnement optimal des institutions avance de manière satisfaisante. Un avant-projet de constitution a été élaboré, et sera soumis à referendum ; l'institution judiciaire pour sa part est à pied d'œuvre, en toute indépendance, pour vider les contentieux et crimes politiques et économiques qui obèrent depuis des décennies nos efforts de réconciliation nationale.

Monsieur le Président
Distingués délégués

Cible depuis quelques temps des forces terroristes et obscurantistes, mon pays a pris la pleine mesure de leur volonté clairement affichée de le déstabiliser, ainsi que l'ensemble des pays de la région.

La lutte contre le terrorisme est donc désormais une priorité nationale qui n'aura de succès que si elle s'inscrit, non seulement dans une approche sous-régionale, mais également et surtout dans une dynamique de développement économique des zones les plus vulnérables.

Pour cette raison, nous accordons une attention particulière au Nord du pays. Nous y avons certes enregistré des succès sur le plan opérationnel, mais ceux-ci méritent d'être renforcés par un programme d'urgence d'investissement, que nous avons récemment adopté, afin de réduire la vulnérabilité des populations, surtout les jeunes et les femmes.

Cependant, et on ne le dira jamais assez, le terrorisme est aussi et surtout un fléau global. Parce qu'il frappe sans discrimination, il appelle une condamnation claire et ferme de tous, et une réponse collective efficace, faite de solidarité et de mutualisation de nos efforts et de nos moyens.

C'est la raison d'être du G5-Sahel, dont nous nous attelons à accélérer l'opérationnalisation, comme en témoigne l'inauguration, le 10 septembre dernier, du Centre de commandement de la Force du G5-Sahel à Sévaré, au Mali.

Je me félicite également de l'adoption de la résolution 2359 par le Conseil de sécurité, le 21 juin 2017. Au regard cependant de la gravité de la situation dans la zone, nous devons saisir l'occasion que nous offre l'examen du prochain rapport de suivi du Secrétaire général pour renforcer le mandat de la Force multinationale conjointe, en la dotant des moyens nécessaires pour réussir sa mission.

De même, il convient de saluer la mise en place de l'Alliance pour le Sahel, dont la première réunion de haut niveau est prévue en octobre prochain à Washington.

L'un des défis majeurs à relever à cet égard demeure la mobilisation des ressources. Nous l'avons encore souligné lors de la réunion de haut niveau que nous avons tenue ce 18 septembre ici même à New York sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU, sur la situation au Sahel. Nous espérons que la Conférence internationale de planification prévue par la résolution 2359, et qui aura lieu en décembre prochain à Bruxelles, remplira toutes ses promesses.

Monsieur le Président

La recherche de la paix doit rester au cœur de notre action commune, notamment celle de notre Organisation.

En Afrique, de nombreux foyers de tension persistent.

Tout en saluant les avancées politiques récemment enregistrées au Mali, il convient de noter que la situation sécuritaire au Nord de ce pays demeure des plus précaires. Je formule le vœu que la mise en place par le Conseil de sécurité, le 5 septembre dernier, d'un régime de sanction à la demande du Gouvernement malien, soit un levier supplémentaire efficace pour la mise en œuvre de l'Accord de Paix.

Nous invitons toutes les Forces en présence au Mali, en l'occurrence les Forces Armées Nationales, la MINUSMA, Barkhane et la Force du G5- Sahel, à travailler en bonne intelligence et en parfaite coordination, afin d'accélérer le retour définitif de la paix et de la sécurité dans la région.

Nous devons rester mobilisés pour faire aboutir les processus de règlement des conflits ou de sortie de crise en Libye, en République Démocratique du Congo, en République Centrafricaine, en Somalie, au Soudan du Sud et au Burundi. Nous lançons un appel aux différents protagonistes, afin qu'ils privilégient le dialogue et la réconciliation, en se persuadant qu'ils seront les premiers responsables et les seuls architectes de la paix dans leurs pays.

Concernant la question du Sahara occidental, le Burkina Faso réitère son appel au dialogue et à la négociation, dans un esprit de compromis, en vue d'un règlement politique et réaliste de ce différend.

Monsieur le Président

La question palestinienne continue d'être une préoccupation majeure. Je voudrais saluer l'organisation, en janvier 2017, de la conférence de Paris, qui a réitéré la solution à deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues. Pour mettre fin à ce conflit, l'engagement des deux parties constitue le seul terreau fertile pour les graines d'un règlement pacifique et définitif.

Les efforts de la Communauté internationale en Irak, en Syrie et au Yémen doivent être intensifiés, au risque de voir cette partie du monde sombrer définitivement dans le chaos.

Le Burkina Faso est également préoccupé par la situation qui prévaut au sein de la Conférence de Coopération du Golfe. Il exhorte les protagonistes à privilégier le dialogue et la négociation pour mettre fin à cette crise.

Le Burkina Faso condamne les essais nucléaires conduits par la Corée du Nord, qui sont une menace à la paix et à la sécurité de la péninsule coréenne et du monde. En exhortant ce pays au respect des résolutions du Conseil de sécurité, nous espérons que la logique du dialogue et de la négociation l'emportera sur celle de l'escalade et de la confrontation.

C'est le lieu pour moi de réaffirmer l'engagement de mon pays en faveur du désarmement général et complet, et son soutien aux efforts des Nations Unies dans ce domaine, concernant aussi bien les armes de destruction massive que les armes classiques.

Dans ce sens, j'exhorte tous les pays, en particulier ceux dont la ratification est nécessaire à cette fin, à faire de l'entrée en vigueur rapide du Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires une priorité. Dans ce contexte, l'adoption le 07 juillet 2017, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, devrait renforcer cette dynamique.

Quant à la prolifération des armes légères et de petit calibre, elle constitue l'une des principales menaces à la paix et à la sécurité internationales. Mon pays, qui a activement participé à son élaboration, est convaincu que la mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes contribuera à l'éradication de ce fléau, véritable obstacle au développement de nos Etats.

**Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs**

Le multilatéralisme est l'outil par excellence du dialogue et de la solidarité entre les peuples.

A cet égard, la communauté internationale bénéficierait certainement d'une participation effective et élargie de la République de Chine (Taiwan) aux agences spécialisées et aux mécanismes du Système des Nations unies.

Au nom de ce même dialogue et de cette même solidarité que commandent des relations apaisées entre les acteurs de la scène internationale, le Burkina Faso milite en faveur de la levée totale de l'embargo contre Cuba, afin que la Havane et Washington puissent entretenir des relations de partenariat mutuellement bénéfiques.

Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation
Monsieur le Secrétaire général
Mesdames et Messieurs

La réforme des Nations Unies demeure une question centrale de la gouvernance mondiale. Nous devons l'aborder avec le courage et la sérénité qu'exigent d'une part, le devoir de justice vis-à-vis de l'Afrique, notamment en ce qui concerne sa représentation au Conseil de sécurité, conformément à la position commune africaine, d'autre part la nécessaire adaptation de notre Organisation aux mutations du monde.

En ces graves moments d'incertitudes et de turbulences que nous vivons, nous avons l'obligation, ayant accepté les responsabilités qui sont les nôtres, d'offrir à nos concitoyens des raisons de croire en des lendemains meilleurs, et de léguer aux générations futures un monde plus sûr.

L'ONU en est notre meilleur instrument. Prenons alors ici et ensemble, l'engagement de construire une Organisation des Nations unies plus moderne, plus forte et plus efficace.

Nous savons à cet égard compter sur l'engagement et la détermination du Secrétaire général, qui fera aboutir également, j'en suis convaincu, sa part de réformes audacieuses, pour une véritable ONU des peuples.

Je vous remercie.